

L'ÉCO

de la semaine

08 au 14 janvier 2022

Hydroélectricité : La centrale de Farahantsana bientôt opérationnelle	3
Consommation : Les bateaux de PPN arrivent régulièrement	3
Approvisionnement en eau : Des centaines de km de conduites à renouveler	4
JIRAMA : Les travaux d'Andekaleka achevés à 30 %	4
Énergie : l'élimination du délestage demeure un challenge	5
Administration foncière : De grandes avancées présentées dans le bilan 2021	5
Promotion industrielle : Ilaka Est produira 120 000 tonnes de sucre	6
Filière « sucre » : Une stratégie nationale de développement en gestation	6
Produit de rente : soutien au cacao du Sambirano	7
Transport maritime : Un nouveau système d'identification automatique	7
Vaches laitières importées : 10 millions d'ariary l'unité	7
Dettes publiques : Un encours de 5 201,5 millions de dollars à fin décembre 2021	8
49 kg d'or saisis aux Comores : Les deux suspects malgaches extradés	8
Mini-remaniement du gouvernement : Le secteur minier attend un ministre à l'état brut	9
Internet : Madagascar rayonne en Afrique	9
Microfinance : Les crédits à la consommation repartent à la hausse	10
Importation de riz : 10 bateaux en provenance de l'Inde, en cours de négociation	10
METFP : Assurer l'employabilité des 771 224 personnes formées cette année	11
Énergie : La transition énergétique à boucler	12
Conjoncture économique : La Banque mondiale prédit un « atterrissage brutal »	13
Commerce de gaz combustible : Contrôle inopiné dans les points de vente	13
Transport aérien : Le Business plan d'Air Madagascar adoubé	13
Intégration à la Zlecaf : le secteur privé recommande une étude avant la ratification	14
Tourisme : Le ministre a rencontré les opérateurs privés du secteur	15
Ministère de la Pêche : quatre organismes rattachés dissouts	15
Niveau général des prix : Une évolution inquiétante, le DG de l'Instat rassure	15
Pisciculture : Une filière en quête de succès	16
JIRAMA : Les délestages tournants se poursuivent	16
Produits de première nécessité : Les prix au détail hors de contrôle	17
Téléphone mobile : Des anciens modèles BlackBerry ont cessé de fonctionner	17

Hydroélectricité : La centrale de Farahantsana bientôt opérationnelle

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 08 JANVIER 2022

Antananarivo ne devrait plus avoir de problème de production d'électricité. En effet, l'ensemble des centrales de production actuellement installées ont déjà la capacité de produire la quantité d'énergie nécessaire pour répondre aux besoins de la ville d'Antananarivo et ses environs, d'après notre source auprès de la Jirama. Cependant, le gap survient dès qu'une de ces centrales tombe en panne. C'est d'ailleurs le cas actuel, avec la série d'incidents qui s'est produite au niveau de la centrale hydroélectrique d'Andekaleka, qui devrait assurer une production de 90MW. D'après les informations fournies, les besoins exprimés sur l'ensemble des zones approvisionnées par le RIA (Réseau interconnecté d'Antananarivo) atteignent un total de 230MW, en heure de pointe. Plusieurs centrales hydroélectriques, thermiques et solaires, contribuent à fournir cette énergie, notamment celles d'Andekaleka, Ambatolampy, Mandraka, Antelomita, Ambohimambola et Mandro-



seza. Par ailleurs, suivant le calendrier prévu, la construction de la nouvelle centrale hydroélectrique de Farahantsana, ayant une capacité de 28MW, sera achevée ce mois de janvier. Selon les promoteurs du projet, il ne reste que la mise en place d'une ligne de 1000m

pour que cette centrale soit opérationnelle. Bref, cette nouvelle centrale assurera une production suffisante pour le RIA, avec une bonne marge contre les risques de panne engendrés par les aléas climatiques.

Consommation : Les bateaux de PPN arrivent régulièrement

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 JANVIER 2022

L'importation des PPN a été décidée pour amortir le choc de l'inflation. Les navires transportant ces marchandises de première nécessité arrivent régulièrement, selon le Président.

SANS tintamarre, mais les bateaux arrivent. En bref, telle est la réponse de Andry Rajoelina, président de la République, concernant l'importation de Produits de première nécessité (PPN), qui doivent être acheminés par vingt navires.

Au plus fort de la crise sanitaire, l'année passée, le Chef de l'État a annoncé l'importation d'une forte cargaison de PPN pour atténuer le choc de l'inflation. Il avait indiqué que vingt bateaux seront affrétés pour transporter « du riz, du sucre et tous les PPN dont la population a besoin ». Une annonce qui lui a causé bien des railleries depuis. Questionné sur le sujet durant le petit déjeuner de presse d'hier, au palais d'État d'Iavoloha, le Président a, cependant, soutenant que ces navires arrivent régulièrement.

« Bien que nous fassions pas de tam-tam, les bateaux arrivent. Ce n'est pas parce que j'ai annoncé l'affrètement de vingt navires qu'ils arriveront d'un seul

coup. Ni le port de Toamasina, ni le silo qui s'y trouve ne pourra contenir autant de bateaux et stocker le riz que nous avons importé. Ils doivent ainsi arriver petit à petit », explique le locataire d'Iavoloha.

Industrialisation

Le Président a cité l'exemple de quatre navires transportant des PPN qui ont débarqué au port de Toamasina, le 30 décembre. Il ajouta qu'une dizaine d'autres sont en chemin. Ils transportent du riz, des semences et du matériel industriel agricole. Ces derniers transportent du riz venant d'Inde. Selon Andry Rajoelina, il a négocié lui-même, avec l'État indien pour l'importation de riz de qualité à la mesure des possibilités des ménages malgaches.

Face à la presse, hier, le locataire d'Iavoloha a, néanmoins, reconnu que la hausse des prix, met à mal la population. Il joute qu'il y a des paramètres qui échappent à l'État dans l'inflation actuelle. L'explication, selon laquelle, la crise sanitaire a décuplé le prix de fret des bateaux de transport de marchandise a, notamment, été réitéré. L'im-

portation massive de PPN pour atténuer le choc socio-économique de la hausse des prix n'est, toutefois, qu'une solution d'urgence et à court terme.

Sur le long terme, l'État compte booster la production locale afin « de produire localement tout ce dont la population a besoin », comme le martèle le Chef de l'État. Cela passe par le fait d'augmenter la production agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, mais également, par l'industrialisation. La concrétisation projet One district, one factory (ODOF), mais surtout, sa déclinaison en pépinière industrielle s'accélénera cette année, justement.

Durant la présentation des vœux avec le personnel de son département, Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation, a annoncé l'arrivée prochaine de matériel pour l'installation d'une soixantaine d'usine dans le cadre de la pépinière industrielle. « Soyez prêt puisque d'ici peu ce sera le rush. Nous allons travailler dur pour accélérer la mise en place de ces pépinières industrielles », a déclaré le membre du gouvernement à ses collaborateurs.

Approvisionnement en eau : Des centaines de km de conduites à renouveler

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 08 JANVIER 2022

Vétustes, un peu moins de 200 km de conduites d'eau approvisionnant la Capitale ont besoin d'être renouvelées d'après le Président de la République à l'occasion de sa première rencontre avec le monde de la presse pour cette nouvelle année à lavoloha. En effet, le réseau de distribution est saturé depuis bien longtemps. On ne mentionnera plus les consommations excessives dans certains quartiers comme les campus universitaires publics, les quartiers résidentiels, ou encore les quartiers industriels qui handicapent les petits consommateurs, d'où la nécessité d'un système d'équilibrage au niveau des approvisionnements en eau dans tous les quartiers d'Antananarivo.

Les zones périphériques, à l'instar de l'Atsimondrano, subissent ainsi ces délestages d'eau depuis plus d'une décennie, malgré la présence de stations d'alimentation comme celle d'Ankadivoribe ou encore de Vontovorona, lesquelles n'assurent que 3 % de l'approvisionnement sur le grand Tanà, dans la mesure où plus de 93 % de cet approvisionnement est encore assuré essentiellement par la station de Mandrozeza. Elle profite aux 72 % des abonnés habitant en centre-ville, laissant, ainsi, pour compte les abonnés situés dans les zones dites « en fin de réseau ». Cependant, grâce à la station Mandrozeza II Bis, une production d'eau supplémentaire de 1 000m³ par heure est maintenant injectée actuellement sur le réseau d'alimentation d'Antananarivo. Le problème d'approvisionnement en eau est déjà résolu dans certaines localités et des solutions sont en train d'être mises en place pour les autres quartiers qui souffrent toujours du manque d'eau. Mais l'objectif prioritaire consiste à pouvoir investir dans de nouvelles infrastructures afin d'élargir ou de remplacer une grande partie du



réseau de distribution qui date parfois de l'époque coloniale.

Efforts

D'ailleurs, l'année dernière, afin de contribuer aux efforts déjà entrepris par l'Etat malagasy pour accroître la production d'eau dans la Capitale, la Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé un financement d'un montant de 35 millions d'euros, s'accompagnant d'une contribution de l'Union européenne sous forme d'un don de 30 millions d'euros s'inscrivant dans la réalisation du projet Tana Water III. Un projet auquel l'Etat malagasy a également contribué à hauteur de 2,5 millions d'euros. Mais en attendant, la plupart des usagers qui bénéficient de ces solutions d'urgence en termes de distribution d'eau sont malgré tout dans une situation illogique. En plus des bidons d'eau achetés à 100 ariary les 20 litres, ces mêmes usagers se retrouvent confrontés à une facturation

d'eau à chaque fin du mois, alors que l'eau peine à arriver à leur robinet au quotidien.

« Notre consommation journalière avoisine la douzaine de bidons de 20 litres. Acheté à 100 ariary en plus du transport depuis la citerne fontaine jusqu'à notre domicile qui coûte environ 400 ariary, le bidon revient ainsi à 500 ariary. Ce qui nous fait un coût de 6 000 ariary par jour ou plus de 180 000 ariary mensuel, rien que pour notre eau au quotidien », s'insurge un père de famille habitant dans l'Atsimondrano, victime de cette pénurie d'eau, depuis plus d'une dizaine d'années et qui attend de voir les solutions pérennes de la JIRAMA se concrétiser. D'ailleurs, durant les périodes d'étiage, la forte demande en eau potable, associée à la vétusté des infrastructures, se fait ressentir sur le système de distribution de la JIRAMA. Provoquant ainsi une discontinuité de la distribution jusqu'à de longues heures de délestage dans plusieurs quartiers de la Capitale.

JIRAMA : Les travaux d'Andekaleka achevés à 30 %

VELO GHISLAIN | MALAZA | 08 JANVIER 2022

Le président de la République Andry Rajoelina, accompagné du directeur général par intérim de la JIRAMA Rivo Radanielina, s'est rendu lundi à centrale d'Andekaleka pour constater l'avancement des travaux de réhabilitation suite à l'incendie du 2 janvier qui a détruit le transformateur n°1. L'arrêt momentané de la production d'électricité à Ande-

kaleka a entraîné une forte perturbation sur le réseau interconnecté d'Antananarivo. Le président a voulu s'assurer de la durée des réparations, qui selon la fiche de travaux est réalisée à hauteur de 30%.

Un autre groupe de 34 MW

La centrale d'Andekaleka fonctionne actuellement avec 3 groupes d'une

capacité totale de 90 MW. La JIRAMA annonce que prochainement, un 4ème groupe sera installé à Andekaleka afin de pouvoir produire 120 MW. Les travaux pour augmenter les Megawatts réalisés par l'entreprise Sinohydro Corporation Ltd et financés par la Banque Européenne d'Investissement devraient s'achever en juin 2022.

Énergie : l'élimination du délestage demeure un challenge

ARH. | LES NOUVELLES | 08 JANVIER 2022

Andry Rajoelina a dressé, hier, un état des lieux de la fourniture d'électricité dans le pays, au cours de la rencontre de présentation des vœux de la presse au couple présidentiel au palais d'Iavoloha. Il a évoqué, entre autres, le manque d'infrastructures, pour expliquer la situation. « Il faudra cinq ans pour mettre fin de manière définitive au délestage », a-t-il estimé.

Le chef de l'Etat a notamment rappelé que la centrale hydroélectrique d'Andekaleka a été construite en 1978. En deux mois, celle-ci a subi deux grands incidents, à savoir, la panne de ses turbines et l'incendie d'un transformateur qui a causé une perte de production allant jusqu'à 90 MW, soit la capacité totale d'Andekaleka, causant ainsi un gap de 10 KW durant la journée et de 30 MW en heures de pointe sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo (Ria).

Le président de la République prévoit de descendre sur les lieux, lundi, afin

de faire l'état des lieux et constater l'avancement des travaux de remise en service de cette unité de production. Le matériel de remplacement du transformateur endommagé, ainsi que d'autres kits sont désormais sur place. La centrale d'Andekaleka devrait reprendre progressivement la production d'électricité dès ce week-end, selon les prévisions de la Jirama.

Energies propres

Dans son intervention, avant-hier, Andry Ramarson, ministre de l'Energie et des hydrocarbures, a avancé le coût moins cher de l'hydroélectrique comparé à d'autres sources d'énergies utilisées actuellement. « Le coût du kWh produit à Andekaleka ne dépasse pas les 10 ariary, soit 25 fois moins cher que l'électricité produite par les groupes thermiques des fournisseurs privés (250 ar/kWh) », a-t-il indiqué. La révi-

sion des Cahiers des charges pour les fournisseurs devrait ainsi être entamée.

En tout cas, le chef de l'Etat mise sur cette approche pour résoudre le problème de l'approvisionnement en électricité. Il a cité, entre autres, le projet Sahofika dont la construction nécessitera encore quatre à cinq ans. A cela s'ajoute la centrale de Farahantsana dont la date de mise en service est programmée pour les prochaines semaines.

Andry Rajoelina a également annoncé la construction, cette année à Mahajanga, d'une centrale solaire de 10 MW. Toamasina, Antsiranana, Fianarantsoa et Ambalavao devraient aussi en bénéficier. Mais il y a aussi d'autres projets en attente de concrétisation, comme celui de Volobe.

Administration foncière : De grandes avancées présentées dans le bilan 2021

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 10 JANVIER 2022

Malgré le contexte de crise sanitaire, le secteur foncier a affiché une bonne performance dans son processus de développement, durant l'exercice 2021. En effet, plusieurs améliorations ont été apportées par le MATSF (Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers), d'après le bilan que ce département nous a communiqué. Parmi les plus remarquables figure la modernisation de l'administration. La mise en place de l'application en ligne pour le traitement des demandes de permis de construire, un outil baptisé MATAC (Ministère de l'Aménagement du Territoire - Autorisation de Construire). Selon ses promoteurs, cette application web est conçue pour simplifier et améliorer le processus d'instruction des autorisations d'urbanisme à Madagascar. Elle permet également d'informatiser la gestion et le traitement des dossiers de permis de construire afin d'améliorer les services offerts auprès des usagers.

Dématérialisation. La numérisation des documents fonciers représente également un important progrès au sein de l'administration foncière. Celle-ci concerne les titres fonciers, les plans, les cartes, etc. et permet d'éviter les problèmes de perte ou de dégradation des archives. En outre, la Direction générale des Services Fonciers au sein du MATSF a procédé à l'acquisition d'images satellitaires et de photos aériennes pour la mise à jour des Plans Locaux d'Occupation Foncière (PLOF).



Elle a également mis en place un Guichet automatique de délivrance de CSJ et Plan dans le Guichet foncier d'Atsimondrano. Un guichet automatique est également en cours de mise en place au niveau du Guichet Foncier d'Avaradrano. Certes, les avantages de la mise en place de ces guichets électroniques en valent la peine. D'après le ministre de tutelle, Hajo Andrianainarivelo, ces dispositifs vont régler les problèmes de corruption, d'attente et de rassemblements devant les services fonciers. « Ces guichets facilitent beaucoup les démarches pour les usagers. Il faut juste s'enregistrer et payer le ticket au comptoir, ensuite aller au guichet élec-

tronique pour demander et obtenir un certificat de situation juridique ou un plan. Tout cela ne prend que quelques minutes, alors qu'auparavant il fallait plus d'une semaine pour avoir ces documents », a indiqué le ministre Hajo Andrianainarivelo. À noter que ce dispositif a déjà permis d'écarter les intermédiaires qui profitaient des usagers au niveau des services publics et contribue beaucoup à la lutte contre la corruption. D'ailleurs, des caméras de surveillance sont en place. Au niveau des services fonciers, d'autres réalisations marquantes ont encore été enregistrées en 2021. Nous en reparlerons.

Promotion industrielle : Ilaka Est produira 120 000 tonnes de sucre

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JANVIER 2022

Une usine sucrière sera construite à Ampasantsiriry dans la région d'Ilaka Est. Elle produira 120.000 tonnes de sucre par an.

Qui l'eut cru. Une usine à Ilaka Est, cela relève du mirage. Pourtant c'est bien réel. Dans le cadre du projet « One district, One factory » et conformément à la politique du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation relative aux zones pépinières industrielles, une usine sucrière verra le jour à Ampasantsiriry, comme l'a souvent souligné le ministre Edgard Razafindravahy et martelé devant la presse par le président de la République vendredi, il faut produire sur place ce dont on a besoin afin de limiter les importations et ne pas subir la hausse des prix. Il faut également relever le pouvoir d'achat au lieu de lutter sans succès contre la hausse des prix. Voilà pourquoi l'État a décidé de construire cette usine sucrière ainsi qu'une autre à



Morondava. Actuellement l'État importe annuellement 100 000 tonnes de sucre.

Le staff du Micc était justement à Ilaka Est hier pour lancer le projet et mobiliser les planteurs de canne à sucre. La région d'Ilaka Est est propice à la culture de canne et en produit d'ailleurs des milliers de tonnes par an qu'on consomme cru ou en jus, faute d'usine pour le transformer. Les choses vont changer désormais.

Création d'emplois

La production sera achetée directement par l'usine. En plus, les planteurs

bénéficieront des formations pour améliorer la production même si la culture de canne ne nécessite pas de gros moyens et la terre n'a pas besoin de traitement spécial.

À travers la construction de cette usine, il y aura une création d'emploi pour les jeunes. Les consommateurs trouveront également leur compte avec un prix raisonnable. Sans parler des commerçants et des transporteurs. Et ce n'est pas tout puisque Ilaka Est et les quinze communes environnantes bénéficieront de l'électricité. Les routes seront également refaites pour permettre l'évacuation de la production de même que les petits ports.

Le matériel pour le montage de cette usine a déjà commencé à l'étranger et l'unité industrielle sera sur pied cette année. L'équipe du Micc suivra minutieusement l'évolution du projet.

Filière « sucre » : Une stratégie nationale de développement en gestation

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 10 JANVIER 2022

Négligeable. La production de sucre à Madagascar reste encore faible. Effectivement, notre pays ne produit que 90 000 tonnes de sucre contre 200 000 tonnes de besoins annuels. Actuellement, notre production se chiffre à 97 000 tonnes. Les Malagasy ont pourtant besoin de consommer 211 000 tonnes, sachant que la demande est croissante. Il y a donc un gap de 114 000 tonnes de sucre à combler pour satisfaire les consommateurs. C'est pourquoi Madagascar importe en moyenne 100 000 tonnes de sucre par an venant du Brésil, de Thaïlande et d'Afrique du Sud. A l'heure actuelle, 64 % de ce produit vendu sur le marché sont importés.

De plus, les Malagasy préfèrent consommer du sucre blanc importé à cause de son pouvoir sucrant, même si ce produit coûte plus cher par rapport à notre sucre roux. Il est indéniable qu'en termes de marketing, il serait préférable de satisfaire les consommateurs même si cela nuit à notre balance commerciale. Raison pour laquelle la nouvelle Stratégie nationale d'adaptation du secteur sucrier ou SNASS vient

d'être adoptée récemment en Conseil du Gouvernement. La finalité de cette stratégie est de « développer une filière «sucre» à la fois durable, résiliente face au changement climatique et créatrice d'emplois, ce qui permettra à Madagascar, à l'horizon 2031, de satisfaire son marché national et d'exporter du sucre de qualité, tout en respectant l'environnement ». Pour ce faire, cette stratégie est axée sur quelques axes prioritaires dans un délai d'exécution étalé sur une décennie.

En ce qui concerne les quatre objectifs stratégiques, le premier objectif consiste à renforcer les acteurs de la filière pour qu'ils mettent en place un environnement favorable au développement du secteur « sucre ». Quant au deuxième, il s'agit d'assurer l'autosuffisance en sucre. La nouvelle SNASS prévoit également de développer l'exportation dans son troisième objectif stratégique. Les objectifs opérationnels de ce volet tournent autour de deux axes principaux, à savoir la réorientation de la filière vers l'exportation de sucre labelisé et la nouvelle politique



de communication sur le rhum malagasy afin d'augmenter le volume des exportations. D'ailleurs, l'industrie sucrière est en train de renaître dans la Grande île, pour ne mentionner que l'industrie sucrière à Brickaville. Fermée depuis plusieurs années, cette usine a été réhabilitée, ce qui va permettre de réduire nos importations de sucre. Avec son potentiel agricole, Madagascar pourrait devenir un pays exportateur de sucre, au même titre que l'île de La Réunion si l'idéologie dominante en matière de commerce reste le libre-échange, et donc la mise en concurrence des travailleurs.

Produit de rente : soutien au cacao du Sambirano

R. R. | LES NOUVELLES | 10 JANVIER 2022

L'association Experts solidaires et le Syndicat départemental d'énergie des Côtes-d'Armor (SDE22) en France apportent leur soutien aux fèves de cacao du Sambirano, dans la partie Nord de Madagascar. L'association Experts solidaires accompagne la localité de Sambirano en matière d'électrification, d'eau potable et d'assainissement. Elle a apporté un soutien financier à la mise

en service d'une centrale électrique en finançant l'achat d'équipements.

Le cacao malagasy est réputé au niveau mondial à tel point qu'il a déjà reçu plusieurs prix. Ces fèves ont été médaillées d'or lors de la compétition internationale du cacao, organisée à Rome en décembre 2021.

Madagascar a la particularité de produire les trois variétés cultivées de cacaoyers, dont le «Criollo», très recher-

ché pour son arôme prononcé et sa faible amertume. Le cacao malagasy a d'ailleurs gagné le label Cacao fin de l'organisation internationale du cacao.

La filière génère près de 30.000 emplois dans la Grande île. En dépit d'une faible production qui ne représente que moins de 1% de la production mondiale, le cacao malagasy est un produit de premier choix dans le secteur de la haute gastronomie.

Transport maritime : Un nouveau système d'identification automatique

C. R. | MALAZA | 10 JANVIER 2022

Madagascar va désormais recourir à la technologie AIS ou système d'identification automatique. Tinoka Roberto, ministre des transports et de la météorologie a expliqué que ce nouveau système permet de localiser immédiatement un navire en cas de panne ou d'accident. Un premier lot de 31 équipements est arrivé sur place et un second lot de 20 autres est attendu. Le système comprend un «bouton SOS» destiné à l'usage de l'équipage ou de toute personne se trouvant à bord du navire pour signaler un cas d'urgence ou lancer une alerte.

Depuis le naufrage du m/s Francia III à Soanierana-Ivongo en décembre dernier, les autorités intensifient la sensibilisation et la formation, a déclaré le ministre. Une équipe de l'agence portuaire maritime et fluviale (APMF) a été déployée à Soanie-



rana Ivongo, à Antanambe, à Mananara-Avaratra, et à Maroantsetra depuis plus d'une semaine pour former les différents acteurs du transport maritime à l'utilisation de l'AIS. 500 gilets de sauvetage ont été remis, par la même occasion, à l'usage des voyageurs.

Le ministre a précisé que les démembrements de l'APMF à travers le pays sont

encore insuffisants. Nous ne disposons que de 19 représentants dans tout le pays et de 8 directions régionales, a rappelé le ministre. Force est de constater que dans certaines localités, des éléments de la gendarmerie assument les fonctions de l'APMF telles que les contrôles avant le départ des navires. Le ministre des transports annoncent que de nouvelles dispositions vont y remédier.

Le ministre a rappelé à l'ordre les marins qui transgressent les règles de navigation en vigueur, comme la surcharge des navires, qui peut provoquer des accidents mortels.

Vaches laitières importées : 10 millions d'ariary l'unité

ARH. | LES NOUVELLES | 11 JANVIER 2022

Après avoir publié l'appel à manifestation d'intérêt pour la vente de 71 vaches laitières de races normande et montbéliarde importées au mois d'octobre, le ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) donne plus de détails sur les conditions de leur acquisition. « Le prix unitaire des animaux importés est fixé à 10.000.000 ariary (dix millions d'ariary) et n'est pas révisable », a indiqué le Minae dans le document de consultation d'Appel à manifestation d'intérêt publié sur son site web.

Il est aussi préciser dans ce document qu'« Il s'agit de génisses laitières gestantes ». En effet, 19 vaches sur les 165 importées ont déjà mis bas à 14 femelles et 5 mâles depuis leur arrivée à la ferme du Fifamanor à Andranomanelatra Antsirabe. Chaque veau pèse

entre 30 et 49 kg. Les races normande et montbéliarde sont considérées comme performantes en matière de production laitière.

Ceux qui souhaitent en acquérir, deux modes de paiement peuvent se faire. Soit « par paiement au comptant qui doit être effectué avant l'enlèvement des animaux et à ne pas dépasser une durée de trois jours après la date de notification » ou « par une possibilité de crédit jusqu'à 70% du prix de l'unité qui peut être octroyée dans le cadre du financement du projet Fihariana après présentation et acceptation du dossier ». Les 30% restants doivent être payés au comptant avant l'enlèvement des animaux.

Et le candidat doit aussi et surtout disposer d'un « Etable et bâtiments



annexes adéquats à l'élevage des vaches laitières » et d'un « terrain cultivé de fourragère d'au moins 0,5 ha par génisse/vache ou de fourrages conservés ou un contrat avec les fournisseurs de fourrage pour une quantité suffisante aux nombre de génisses/vaches demandées ».

Dettes publiques : Un encours de 5 201,5 millions de dollars à fin décembre 2021

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 11 JANVIER 2022

Avec un risque modéré de surendettement, Madagascar peut encore prétendre à des financements extérieurs pour des projets d'infrastructures pour le développement.

Selon les dernières données du Trésor public, la dette du gouvernement central à la fin décembre 2021 est estimée à 20 560,1 milliards d'ariary soit 5 201,5 millions de dollars.

Bonne gestion. Équivalent à 37,8% du produit intérieur brut, ce chiffre place Madagascar parmi les pays africains les moins endettés et ayant un risque modéré de surendettement. Par ailleurs, la stratégie de la dette à moyen terme indique que pour l'année 2021, les objectifs ont été atteints. En somme, les autorités font preuve d'une bonne gestion de la dette publique. Et ce quand on sait que de nombreux pays africains rencontrent visiblement des problèmes d'endettement. Selon les dernières statistiques et prévisions du FMI, publiées en octobre dernier, 10 pays africains devraient afficher un taux d'endettement élevé à la fin 2021. Il s'agit, en l'occurrence du Soudan, avec une dette publique équivalant à 209,9 % du PIB, l'Érythrée (175,1%), le Cap-Vert (160,7%), le Mozambique (133,6%), l'Angola (103,7%), la Zambie (101,0%), Maurice (101,0%), l'Égypte (91,4%), la Tunisie (90,2%) et la République du Congo (ou Congo-Brazzaville, 85,4%). En mai 2021, 17 pays africains sur 38, pour lesquels une analyse de la viabilité était disponible, étaient en situation de surendettement, 12 pays faisaient face à un risque modéré de surendettement et six pays étaient déjà en situation de surendettement. Dans ce lot, avec ses 37,8% de taux d'endet-



tement, Madagascar figure donc parmi les meilleurs en Afrique. Un taux d'endettement modéré qui permet, en tout cas, au pays de continuer avec sérénité les négociations avec les bailleurs de fonds.

Politique prudente. En tout cas, la stratégie de la dette à moyen terme évoque une politique prudente d'endettement. « Partant de la situation en 2021 à la présente SDMT, il est ressorti des analyses effectuées qu'il est préférable pour l'Etat d'opter pour la stratégie S2 stipulant le recours aux emprunts semi-concessionnels et commerciaux de façon modérée et en privilégiant les emprunts à taux d'intérêt fixe, pour la réalisation des nouveaux projets du PEM, tout en assurant le maintien du risque de surendettement

extérieur à modéré. Du côté de l'endettement intérieur, le gouvernement poursuivra le développement du marché des titres publics, afin de pouvoir privilégier les titres à plus longue maturité dans le but de lisser le profil de remboursement de la dette intérieure. Par ailleurs, certaines mesures doivent être prises pour la mise en œuvre de la stratégie adoptée. Pour la gestion de la dette, celles-ci peuvent être résumées en la poursuite des réformes en matière de gestion de la dette et des passifs contingents, ainsi que du suivi et contrôle des projets financés sur emprunts extérieurs ». En raison de ce risque d'endettement modéré, des analystes estiment qu'il n'y a aucune raison d'empêcher Madagascar de contracter des financements pour des projets de développement.

49 kg d'or saisis aux Comores : Les deux suspects malgaches extradés

VELO GHISLAIN | MALAZA | 11 JANVIER 2022

Mission accomplie pour le ministre malgache de la justice Imbiki Herilaza. Il a réussi à ramener à Madagascar les deux suspects de l'affaire des 49 kg d'or saisis à Moroni le 28 décembre dernier.

Pierre Stenny Andrianantenainambinintsoa, 24 ans et Azaly Failaza Pacheco, 39 ans sont arrivés jeudi dans la matinée avec la délégation conduite par le ministre Imbiki Herilaza. Le ministre comorien de la jus-

tice Djae Ahmada Chanfi a signé l'arrêté d'extradition le 12 janvier.

Le pôle anti-corruption (PAC) d'Antananarivo avait émis un mandat d'arrêt international pour chacun d'eux, le jour même de leur arrestation à Moroni, soit le 28 décembre 2021, pour une dizaine de chefs d'inculpation dont « faux et usage de faux en écritures publiques », « actes d'exploitation de substances minérales sciemment

commis et dûment constatés », « délit de contrebande par aéronef »... Dès lors, le ministère malgache de la justice avait adressé une demande d'extradition aux autorités comoriennes.

La délégation judiciaire malgache arrivée aux Comores le 11 janvier dernier avait aussitôt entamé les pourparlers auprès des autorités comoriennes afin d'obtenir un accord d'extradition des deux ressortissants malgaches.

Mini-remaniement du gouvernement : Le secteur minier attend un ministre à l'état brut

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 JANVIER 2022

Il se peut qu'une retouche de l'actuelle équipe gouvernementale soit opérée. Le secteur minier, sous la tutelle intérieure du chef du gouvernement Christian Ntsay, attend un titulaire au poste.

PRUDENCE. « Changer tout le temps des ministres n'apporte pas le développement ». Andry Rajoelina, président de la République, a tout à fait raison d'adopter une telle attitude. Car, chaque nouveau venu dans un département ministériel amène avec lui un cortège de nominations à tous les étages de la hiérarchie sous sa tutelle. Du secrétaire général aux femmes de ménage en passant par les membres du cabinet et autres chargés de missions. Ce qui retarde les formalités administratives, déjà lentes par nécessité, par des passations de services à n'en plus finir.

Mais Andry Rajoelina a laissé entrouverte la porte d'une possible modification dans la composition de l'équipe gouvernementale. « Rien n'empêche de remercier les membres du gouvernement qui ont failli à leurs missions » s'est-il empressé de préciser. Selon la formule inédite, d'une efficacité imparable, d'un certain Jean André Ndremanjary, ancien ministre des Sports sous Didier Ratsiraka, aujourd'hui sénateur. Il disait alors que tout le monde est utile, mais personne n'est indispensable

Ecurie d'Augias

Des professionnels du secteur minier se sont engouffrés aussitôt dans cette brèche. « Nous reconnaissons les compétences, les capacités intellectuelles, les bonnes appréciations des bailleurs de fonds envers Christian Ntsay, son souci permanent à instaurer une Administration modèle. Mais il serait plus judicieux pour la filière des mines et des ressources stratégiques d'avoir un ministre titulaire comme interlocuteur.



Dans cette prédisposition, il n'aurait pas trop à craindre d'un mandat de courte durée pour prendre des décisions dans l'immédiat » souligne un exploitant minier, un peu lassé des nombreux blocages qui... minent et ruinent ses activités.

Il est vrai aussi que Christian Ntsay, un ersatz de luxe, a suscité beaucoup d'espoir en arrivant avec des gros sabots, à Ampandriamby.

Là où dorment les zébus. Il a donné l'impression de faire le grand ménage dans ce qui est devenu une véritable écurie d'Augias. D'entrée de jeu, Christian Ntsay a tapé du poing sur la table. Des fonctionnaires du ministère des Mines et des ressources stratégiques, MMRS, présents à cette prise de contact, n'en sont pas revenus. Ils ont entendu pour la première fois ce qu'est l'écho de la fermeté. « Comment peut-on accepter que des pierres précieuses, déclarées industrielles, puissent se balader à travers les routes nationales, pour n'être repérées qu'au port de Toamasina à l'embarquement, par des agents de la douane? ». Il a, par la suite, posé une question des plus virulentes. « La

grande mine de Tolagnaro, qu' a-t-elle apporté à la population locale et à l'économie nationale? ». Il a insisté sur certains aspects léonins du Code minier.

La question est ainsi de savoir si le président de la République Andry Rajoelina oserait ôter cette part de responsabilité à Christian Ntsay, son seul et unique Premier ministre depuis son accession à la magistrature suprême par la voie des urnes. L'éventuelle existence de onze opérations illicites d'exportation de l'or vers les Comores en provenance de Madagascar, depuis septembre, révélées par les autorités judiciaires comoriennes, risque de fragiliser Christian Ntsay qui a prôné la tolérance zéro dans la gestion des richesses minières. Mais celui qui va le supplanter n'aura pas non plus pour lui ou pour elle, une promenade de santé. Trois sujets majeurs l'attendent. Le Code minier, Kraoma SA et Base Toliara. Avec des préoccupations connexes. Le gaz au volume inestimable qui bouillonne du côté de Sakaraha, les blocs pétroliers à exploiter, et le filon diamantifère. La découverte d'indices de kimberlite dans le nord-est annonce des promesses plus que étincelantes.

Internet : Madagascar rayonne en Afrique

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 11 JANVIER 2022

Numéro un selon son slogan. La vitesse de la connexion Internet à Madagascar vient d'être reconnue comme étant l'une des meilleures sur le continent africain selon « Speedchecker ». Cette dernière, qui est une plateforme d'investigation et d'évaluation des expériences au

niveau des consommateurs sur les produits de télécommunication dans presque tous les pays du monde, vient d'évaluer la connexion de TELMA comme ayant la meilleure vitesse de téléchargement, le meilleur temps de latence, la meilleure moyenne natio-

nale en vitesse de téléchargement, la meilleure couverture nationale.

Ce rapport met en exergue la nette différence entre les performances de TELMA par rapport aux autres opérateurs. Le débit fourni par TELMA va jusqu'à trois fois plus rapide que ceux de ses concurrents sur le marché national.

Sur tous les tableaux, TELMA affiche des résultats bien supérieurs à ceux des autres opérateurs. Des scores qui sont optimisés par un échantillonnage plus important en nombre mais aussi en répartition géographique. Etant le seul fournisseur de l'Internet très haut débit sur tout le territoire, l'opérateur couvre actuellement toutes les villes et toutes les routes nationales de Madagascar. TELMA assure également la connexion de près de 85% des zones enclavées. Ainsi, selon l'étude de Speedchecker, les prestations des opérateurs en télécommunication rejoignent les différents rapports publiés sur la situation de la télécommunication à Madagascar. Plu-

sieurs enquêtes menées ces dernières années ont mis en évidence la corrélation entre les investissements effectués et les performances de TELMA. Une présence qui s'explique par le travail sans précédent réalisé sur les sites mobiles, le backbone national, les réseaux métropolitains et les fibres sous-marines. Rien qu'en 2020, TELMA a investi près de 73 millions USD en infrastructures dont une partie importante sur les entrées internationales en fibre optique marine. Ces investissements massifs, réalisés par TELMA ces dernières années, portent leurs fruits. TELMA est actuellement le premier investisseur dans le secteur des télécommunications à Madagascar. Ce

qui lui vaut aujourd'hui d'être l'opérateur le plus performant dans le pays. Des performances qui influent également sur la performance du pays au niveau continental. Toujours dans cette étude de Speedchecker, la Grande île pointe à la septième place sur le continent africain en termes de vitesse de téléchargement et de prouesses technologiques. Une opportunité pour Madagascar qui possède aujourd'hui une option de premier choix sur l'échiquier économique régional et continental. Madagascar rayonne cette fois encore en Afrique grâce à TELMA et à la qualité de son Internet.

Microfinance : Les crédits à la consommation repartent à la hausse

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 12 JANVIER 2022

Période de soudure oblige, la plupart des ménages à revenu moyen se risquent à contracter des prêts auprès de certaines banques primaires mais aussi et surtout auprès des établissements de microfinance. « Nous n'avons pas trouvé d'autres alternatives que de recourir à cet emprunt pour affronter un début d'année plus ou moins difficile. D'ailleurs, c'est juste une solution temporaire le temps que nos finances se relèvent », confie une mère de famille du côté d'Atsimondrano. Un cas particulier qui rejoint beaucoup d'autres en ce mois de janvier, d'après le constat d'un commercial responsable de vente de crédits à la consommation pour particulier travaillant dans un établissement de microfinance de la Capitale. « Nous enregistrons actuellement un déboursement d'un peu plus de cinq milliards d'ariary pour ce mois de janvier si l'objectif de notre établissement s'affiche à six milliards d'ariary. Des réalisations plutôt notables par rapport à l'objectif si l'on tient compte du fait que le mois de janvier se trouve être



le plus dur à passer pour les ménages à revenu moyen », explique notre responsable commercial. En comparaison, le mois de décembre était loin d'être des plus reluisants en termes d'objectif de vente de crédit pour ces institutions de microfinance. Par ailleurs, pour les crédits aux entreprises, l'on a également observé une hausse malgré la crise sanitaire qui persiste. En effet, Les banques ont communiqué sur un grand plan de soutien pour les entreprises et les particuliers. À ne citer que le report d'échéances, l'annulation des pénalités ou encore l'accélération des procédures de crédit. De plus, en réponse à la demande des sociétés et des profes-

sionnels qui subissent les contrecoups de la Covid-19, le système du Crédit de trésorerie de soutien (CTS) est toujours maintenu. Une initiative mise en place pour permettre un amortissable répondant aux besoins supplémentaires en fonds de roulement des sociétés, notamment les clients de la banque qui ont une ligne de crédit à court terme ou les entreprises en difficulté ayant d'autres formes d'engagements en cours. « Des mesures particulières ont été prises pour répondre aux demandes exceptionnelles des entreprises. Les taux appliqués ont été volontairement réduits compte tenu du contexte car il s'agit, d'un geste de solidarité envers les opérateurs économiques et d'une véritable bouffée d'oxygène pour les entreprises », selon notre responsable commercial. Pourtant, contrairement aux ménages qui optent pour un engagement à un prêt, les micro-entrepreneurs semblent hésiter à sauter le pas à cause des risques d'instabilité du climat des affaires à cause de la situation sanitaire au pays et dans le monde.

Importation de riz : 10 bateaux en provenance de l'Inde, en cours de négociation

RIANA R. | LES NOUVELLES | 12 JANVIER 2022

L'Etat malagasy engage actuellement des discussions avec le gouvernement indien pour l'importation de dix cargaisons de riz, de semences et d'intrants agricoles. Cette opération fait partie des mesures prises pour faire face à la forte inflation constatée ces derniers mois, mais aussi soutenir la production locale, tel

annoncé par le président Andry Rajoelina, le 7 janvier au palais d'Iavoloha. L'importation des Produits de première nécessité (PPN) fait partie des alternatives adoptées par l'Etat pour amortir le choc lié à la forte hausse des prix sur le marché depuis le début de la crise du Covid-19. Durant sa rencontre avec la presse au Palais d'Iavoloha le 7 janvier, le

président Andry Rajoelina a annoncé des négociations en cours avec le gouvernement indien pour l'importation de riz, de semences et d'équipements semi-industriels agricoles qui seront distribués aux paysans producteurs. « Nous avons adressé une lettre au Premier ministre indien. Nous attendons sa réponse», a-t-il avancé. Ces dix cargaisons font partie des 20 bateaux

transportant des PPN, annoncés par le président lui-même en septembre 2021, en guise de solution d'urgence à la forte inflation. Quant aux équipements agricoles destinés aux agriculteurs, ils devraient permettre d'améliorer la production locale.

25.000 tonnes de riz pour le mois de janvier

Pour sa part, la State procurement of Madagascar (SPM) engage depuis

l'an dernier une démarche BtoB avec les opérateurs indiens pour l'importation de riz, selon Solo Andriamanampisoa, directeur général de la société. C'est dans ce cadre qu'un navire de 25.000 tonnes de riz en provenance de l'Inde arrivera au port de Toamasina entre les 23 et 25 janvier.

Un autre bateau de 10.000 tonnes de riz à destination de Madagascar devrait

également quitter le port de Krishna Patman en Inde, le 15 janvier, pour arriver au pays durant la première semaine du mois de février. Le directeur général de la SPM a aussi annoncé l'arrivée de 12.000 tonnes de ciments à Madagascar pour le 17 janvier.

METFP : Assurer l'employabilité des 771 224 personnes formées cette année

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 12 JANVIER 2022

Contribuer à la réalisation des "velirano" 4 et 6 du président, que sont l'Éducation pour tous et l'Emploi décent pour tous. Tel est le grand défi du ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP).

Pour ce faire, ce département ministériel vise à valoriser l'enseignement technique et professionnel en faveur, notamment, des jeunes et des femmes ainsi que des personnes en situation de handicap selon les métiers requis par les secteurs en émergence. Il compte en même temps offrir aux individus hors système scolaire des opportunités de développement via des formations professionnelles qualifiantes et de l'apprentissage aux métiers de base et de l'entrepreneuriat. Cette année, le METFP prévoit que 771 224 personnes seront ainsi formées, parmi lesquelles, 59 724 jeunes seront formés et employables à des métiers spécialisés et demandés par les entreprises des zones d'émergence tandis que 712 500 individus hors système scolaire seront formés et employables à des métiers semi-spécialisés et des métiers de base. Ces derniers touchent entre autres, des secteurs traditionnels, artisanaux et de production agricole.

Entamer des réformes. « Ces statistiques sont bel et bien réalisables et faisables. En effet, nous avons entrepris une étude approfondie à ce sujet suite aux rencontres avec les parties prenantes comme les membres du secteur privé, les élus locaux, les présidents des groupements professionnels et les directions régionales du ministère. Nous avons également identifié les besoins en formation professionnelle dans toutes les régions de l'île suivant leurs spécificités et leurs potentialités », a exprimé la ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Vavitsara Gabriella Rahanantirina, lors d'une rencontre avec la



presse hier. Et elle d'ajouter que son principal objectif est d'assurer la possibilité de l'employabilité de ces apprenants formés après la délivrance de leurs attestations de formation. « Mais avant tout ! Les programmes d'enseignement technique et de formation professionnelle prodigués par les établissements, publics et privés, agréés par le METFP, doivent être mis aux normes, et ce, tout en se conformant aux projets de l'Émergence. Raison pour laquelle, nous entamons des réformes cette année en mettant en place un référentiel de formation unique et une certification unique, après l'instauration d'un comité national regroupant toutes les parties prenantes, y inclus les acteurs du monde professionnel. Il faut en même temps valoriser l'enseignement technique et la formation professionnelle qualifiante surtout pour les métiers de base. En effet, cela constitue un des leviers de développement éco-

nomique de Madagascar », a enchaîné la ministre de tutelle.

Six centres de référence. Parlant des projets en cours menés par ce département ministériel, 6 nouveaux centres de formation professionnelle de référence, dont entre autres celui d'Akamasoa pouvant accueillir plus de 3 000 apprenants, seront construits, équipés et opérationnels cette année. Deux autres nouveaux centres de formation professionnelle sont également en cours de construction, grâce un partenariat avec le projet BIOCUM, sans compter la remise aux normes et l'équipement d'un autre centre à Antsiranana. Et ce, afin d'assurer une formation professionnelle des communautés vivant aux alentours des Aires Protégées. « Mais nous priorisons également la valorisation du capital humain. C'est pourquoi, 500 agents ont été recrutés l'an dernier dont 63% d'entre eux constituent des formateurs », a conclu la ministre Vavitsara Gabriella Rahanantirina.

Énergie : La transition énergétique à boucler

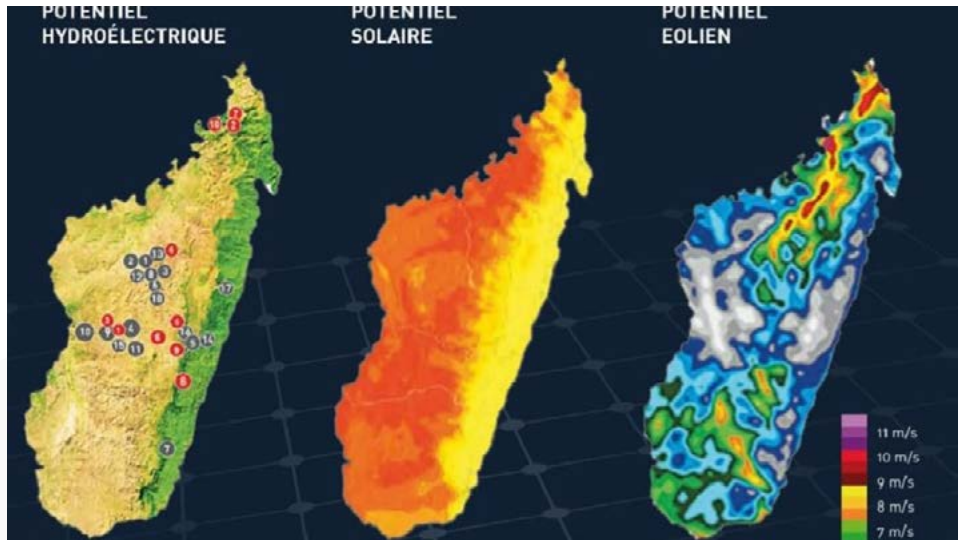
ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JANVIER 2022

Et si l'incendie d'un transformateur des sites d'Andekaleka et les travaux en cours étaient le déclic ou l'étincelle pour réactiver les autres formes du mix-énergétique dominé par les thermiques.

Déductions presque de l'évidence. De nombreuses études faites par des spécialistes en la matière sont arrivées à des conclusions sous forme de propositions. « L'énergie à Madagascar constitue un secteur porteur qui devrait jouer le rôle de facilitateur des activités économiques. C'est une ressource primordiale pour la croissance des activités économiques et industrielles ainsi que pour l'amélioration du bien-être des ménages ». Le potentiel est là. Aux quatre coins du pays. Selon les dernières statistiques plus ou moins fiables.

« Madagascar possède 600 Mégawatts de puissance installée et 420 Mégawatts de puissance consommée sont les deux chiffres clés de la production énergétique. Mais le président de la République, Andry Rajoelina priorise le doublement de cette production énergétique. En cinq ans, l'objectif fixé est de produire 840 mégawatts afin de doubler la production énergétique actuelle. Cela ne signifie pas que chaque année jusqu'à l'épuisement du délai imparti de cinq ans, le cinquième des 840 Mégawatts sera annuellement produit. Car si l'on désire, par exemple, obtenir une production énergétique à partir d'une centrale hydroélectrique nouvellement construite, il va falloir quatre ans pour faire uniquement la construction » précise une note explicative auprès du ministère de l'Énergie et des hydrocarbures.

Ceci étant, le pays regorge des sources alternatives d'énergie mais avec des ajustements à faire pour être au point. Les énergies renouvelables les plus exploitables à Madagascar sont l'énergie solaire, l'hydroélectricité et l'éolienne. Cependant, les projets d'envergure, par leur taille, exigent des investissements conséquents. Déjà que pour réparer les dégâts à Andekaleka, il a fallu des tonnes d'équipements, une mobilisation de moyens humains et financiers, cela va de soi. Aussi, construire un barrage à vocation hydroélectrique d'une centaine de millions de dollars demande tout de même une certaine réflexion de fond. Qui sera à même de réaliser les travaux ? Qui pourra acheter la future production ? Il est alors impératif d'accompagner ces projets de production par un système de renforcement du réseau de façon à ce que les consommateurs, grands et



petits, puissent effectivement acheter l'électricité.

Un Code de l'électricité mis à jour

Cependant, même l'acheminement de l'électricité jusqu'aux consommateurs reste un souci majeur en terme de coût dans la mesure où l'élargissement d'un réseau électrique représente entre cent mille et cinq cent mille dollars par kilomètre selon l'électricité transportée. Ce n'est pas avec les milliards d'ariary de dettes à apurer que la compagnie nationale d'électricité, Jirama, pourra à elle seule, assurer ce renforcement de la capacité de production. Raison pour laquelle l'Etat a lancé des appels d'offres pour le secteur privé avec des contrats de concession à court terme. Ces autres options se distinguent par leurs propriétés, coûteuses mais durables. Elles ne sont pas tributaires des prix du carburant mais s'exposent par contre aux aléas des changements climatiques.

Dans cette optique d'inverser la domination du thermique, plusieurs projets hydroélectriques sont en phase de préparation, de réalisation ou de finition. Comme Volobe, Farahantsana, Sahofika, Tsinjoarivo, Antetetzambato, Ambodiroka, Namorona II... Volobe, en attente d'un accord avec l'État peut produire par an, en moyenne, 750 gigawatt heures. Le dossier Sahofika a été validé. Alors que Farahantsana et ses 28 mégawatts vont renforcer l'alimentation du Réseau interconnecté d'Antananarivo, RIA. La question se pose aussi sur ce que sont advenues les fermes solaires d'Ambatolampy, de Sakaraha ou d'Ifanadiana.

Mais il existe quelques handicaps persistants. Comme le cadre légal aux contours flous mais peu évoqué, dans lequel doivent évoluer les principaux

acteurs. Des améliorations ont été apportées mais il reste des efforts à consentir.

Le sous-secteur de l'électricité reste un axe transversal prioritaire pour le développement socioéconomique du pays. Pourtant, Le taux d'accès à l'électricité n'est actuellement que de 15% dans la Grande Île, en grande majorité les bénéficiaires vivent dans les centres urbains. L'objectif visé par le gouvernement est de porter ce taux d'accès à l'électricité à 50 % à l'horizon 2023. Plusieurs réformes du secteur l'ont déjà rendu plus incitatif aux investisseurs.

La mise à jour du Code de l'électricité en 2017 figure parmi les réformes déjà entreprises par le pays pour l'amélioration du secteur. Les objectifs de la nouvelle loi n° 2017-020 portant Code de l'électricité sont, entre autres, de rendre le secteur Électricité plus attractif et plus sécurisant pour les investisseurs et les promoteurs potentiels ; d'octroyer aux usagers une meilleure qualité de service à un coût abordable en respectant le principe de la continuité et de la non discrimination ; et de contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur Électricité, en termes de transparence.

Le nouveau code intègre des dispositions relatives à l'exploitation des sources d'énergies renouvelables, afin que Madagascar puisse s'aligner avec les orientations internationales en la matière et bénéficier des initiatives s'y rapportant. Les énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolien, géothermie et biomasse) se développent intensément partout dans le monde et servent à produire de l'électricité en réduisant considérablement les gaz à effet de serre et la pollution. Les solutions passeront aussi par ces clarifications des textes régissant un secteur sous-tension en permanence.

Conjoncture économique : La Banque mondiale prédit un « atterrissage brutal »

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 13 JANVIER 2022

En danger. Les économies en développement, à l'instar de celle de la Grande île, risquent de pâtir de la croissance mondiale qui n'aura de cesse de ralentir jusqu'au second semestre de l'année prochaine, selon les perspectives économiques mondiales publiées par la Banque mondiale. La croissance mondiale devrait ralentir sensiblement, pour s'établir à 4,1 % en 2022 et 3,2 % en 2023, contre 5,5 % en 2021. La propagation rapide du variant Omicron laisse présager que la pandémie continuera probablement de perturber l'activité économique à court terme.

Ces perspectives publiées par l'institution financière consacrent des analyses détaillées qui risquent de compromettre l'avènement d'une reprise durable dans les économies en développement. Les risques pesant sur ces prévisions sont plutôt orientés à la baisse. La pauvreté,

l'insécurité alimentaire, la hausse des prix des produits alimentaires et les tensions géopolitiques pourraient peser sur la demande des consommateurs et freiner la croissance. D'ailleurs, les pays confrontés à des problèmes de surendettement pourraient avoir plus difficilement accès aux financements extérieurs. Elle montre comment la pandémie a creusé les inégalités de revenus, inversant en partie les progrès obtenus depuis deux décennies. Elle a également exacerbé les inégalités dans de nombreux autres domaines touchant au développement humain, et notamment en matière de disponibilité des vaccins, de croissance économique, d'accès à l'éducation et aux soins de santé, et de pertes d'emplois et de revenus, les femmes et les travailleurs peu qualifiés et informels ayant été plus durement touchés. Cette montée des inégalités pourrait laisser des séquelles

durables : les pertes de capital humain causées par les perturbations dans l'éducation, notamment, peuvent se répercuter sur plusieurs générations. « Compte tenu des prévisions de ralentissement de la croissance de la production et de l'investissement, des marges de manœuvre restreintes et des risques baissiers considérables, les économies émergentes et en développement devront soigneusement ajuster leurs politiques budgétaires et monétaires, affirme Ayhan Kose, directeur du département Perspectives de la Banque mondiale. Une façon pour ce responsable de suggérer que les pays concernés doivent également entreprendre des réformes pour effacer les séquelles de la pandémie. Ces réformes devront s'attacher à améliorer l'investissement et le capital humain et remédier aux inégalités de revenus et de genre.

Commerce de gaz combustible : Contrôle inopiné dans les points de vente

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 13 JANVIER 2022

Suite aux plaintes reçues et aux irrégularités constatées sur les bouteilles de gaz combustible mises en vente sur le marché, la direction générale du Commerce et de la Consommation au sein du ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation et les représentants de la société Vitogaz ont effectué une descente hier. Il s'agit d'un contrôle inopiné surtout sur le poids du combustible contenu dans les bouteilles, dans différents points de vente dans la Capitale. « Pour l'heure, nous n'avons rien observé d'anormal. Toutefois, ce contrôle sera renforcé et s'étendra dans toutes les régions de l'île », a fait savoir,



le directeur général du Commerce et de la Consommation, Naina Randriamananjara, à la suite de cette descente inopinée. Et lui d'ajouter que les prix des bouteilles de gaz combustibles se sont stabilisés depuis le mois de décembre dernier jusqu'à maintenant, malgré la hausse des prix de ce produit sur le marché international, et ce, suite aux rencontres entre le ministère de tutelle et l'opérateur économique en charge de la commercialisation du gaz combustible à Madagascar. « La structure de prix visant à établir un prix de référence de ce produit est également respectée », a-t-il conclu.

Transport aérien : Le Business plan d'Air Madagascar adoubi

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JANVIER 2022

Pour la première fois un membre du gouvernement, Roberto Tinoka Raharoarilala, ministre des Transports et de la météorologie, parle des solutions proposées pour envoyer Air Madagascar sous d'autres cieux.

Le doute n'est plus permis. L'imbroglie se dissipe. Roberto Tinoka Raharoarilala, ministre des Transports et de la météorologie, disparu des écrans-radars depuis quelques jours pour cause de maladie, est revenu sur le devant de la scène. Ou plutôt sur le plateau d'une chaîne de télévision privée. Pour évoquer de nombreux sujets brûlants de son département.

Entre autres la disparition programmée de la compagnie aérienne nationale Air Madagascar. Jadis porte-étendard et fierté de toute une nation. Devenue aujourd'hui un fardeau financier pour tout un peuple. Roberto Tinoka Raharoarilala lui a rendu un hommage digne de son rang avant de confirmer tout ce que Rinah Rakotomanga, vice-présidente du Conseil d'administration d'Air Madagascar, a déjà exposé plus tôt.

« La mise en redressement judiciaire d'Air Madagascar le 14 octobre, avec le verdict du Tribunal du commerce le 18 septembre, a été la première étape, il

y en aura plusieurs, pour sauver cette société d'État sous l'appellation de Madagascar Airlines, qui en assure désormais l'exploitation. Je tiens à saluer ici l'implication directe, permanente et sans relâche du président de la République Andry Rajoelina dans la recherche de cette issue de secours. Car, avec cette procédure judiciaire, sans aller jusqu'à la liquidation pure et simple, c'est le sort réservé à d'autres entreprises sous la tutelle de l'État ». Il continue ses explications en indiquant « que cette procédure et cette disposition judiciaires vont permettre de réunir les créanciers d'Air

Madagascar et de négocier l'échéance de paiement de leurs avoirs ».

Déconfiture

Tout en rappelant au passage « qu'en 2018, Air Madagascar avait une ardoise de 80 millions de dollars. Effacée par la partie malgache. La conclusion d'un contrat de partenariat stratégique avec Air Austral a abouti avec une nouvelle dette de 80 millions de dollars. La compagnie aérienne nationale a ainsi traîné un boulet financier de 160 millions de dollars ». Il impute cette nouvelle déconfiture financière par « la création de Tsaradia, filiale d'Air Madagascar assurant les vols domestiques ». Pourtant, d'autres spécialistes de l'aéronautique civile « ont estimé que Tsaradia a été la seule réussite de ce mariage qui s'est terminé par un éclatant divorce ». Ceux-ci ont aussi proposé que « la vraie relance d'Air Madagascar pouvait se faire avec une optimisation des activités de Tsaradia ».

Il n'est plus question de reconsidérer ces options, somme toute aléatoires. Roberto Tinoka Raharoarilala réplique: « L'ATR 72 loué avec Air Austral n'était pas adapté ni à l'altitude de l'aéroport d'Ivato, ni au climat des autres régions du pays. S'il compte 64 places, il ne pouvait faire le plein compte tenu de ces considérations géographiques et climatiques. Voilà pourquoi des passagers prévus à être embarqués ont été transférés sur la liste d'attente. Alors qu'il y avait des sièges vides. Ces anomalies ont été répercutées sur le montant des prix des billets d'avion. Et dire que nous avons



payé 196 000 dollars par mois de location de cet appareil. Alors qu'il existe, pour le même type d'appareil, des prix moitié moins chers que ces 196 000 dollars. Le redressement judiciaire a aussi permis de rompre ce point du contrat de partenariat stratégique avec Air Austral, sans encourir des lourdes pénalités financières ».

En tout cas, le plan de redressement prévoit de recourir aux services d'un Embraer 190 Type 2 pour les trafics aériens nationaux et régionaux. « Plus adapté à nos besoins et facile à rentabiliser » plaide Roberto Tinoka.

Pour le cas des employés, le ministre des Transports et de la météorologie a abondé dans le sens d'une compression du personnel à visage humain. « Air Madagascar compte mille quatorze salariés. En rapport au nombre de sa flotte,

à raison de cent vingt personnes au plus par avion selon le standard international, six cents personnes devraient suffire. Mais des mesures d'accompagnement, encadrées par le projet Fihariana et Sonapar sont déjà en place pour réussir les reconversions professionnelles. Personne ne sera laissé sur le carreau » a tenu à rassurer Roberto Tinoka Raharoarilala.

Il reste l'exécution du plan de vol. Le Fonds monétaire international, FMI, a prévenu, « qu'aucune injection d'argent public pour Air Madagascar ne pourra intervenir sans la fiabilité avérée de ce plan qui doit être avalisé ». Un premier jet de 25 millions de dollars serait attendu, d'après les indiscretions glanées par des agents d'Air Madagascar. Devenus des oiseaux sur une branche. Malgré eux.

Intégration à la Zlecaf : le secteur privé recommande une étude avant la ratification

R R. | MIDI MADAGASIKARA | 13 JANVIER 2022

L'intégration de Madagascar à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) a fait partie des sujets abordés lors d'une rencontre entre le président du Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), Thierry Rajaona et le ministre des Affaires étrangères, Patrick Rajoelina, cette semaine. Pour le secteur privé, une étude devrait être menée avant que Madagascar ne ratifie ce traité, afin de mieux concurrencer les autres entreprises dans les pays africains membres de ce bloc économique.

Madagascar fait partie des 55 pays africains à avoir signé l'accord depuis son lancement en mars 2018. Toutefois, la Grande île ne l'a pas encore ratifié. Le Zlecaf vise principalement à accroître les



échanges commerciaux entre pays africains qui ne représentent en ce moment que 16% de leur total.

À ce jour, 42 des 55 pays africains ont ratifié l'accord. En outre, 88 % des

négociations sur les règles d'origine spécifiques aux produits ont été conclues, couvrant plus de 70 % du commerce intra-africain, selon le secrétariat de la Zlecaf en 2021.

Tourisme : Le ministre a rencontré les opérateurs privés du secteur

L.R. | MALAZA | 13 JANVIER 2022

Le ministre du tourisme Joël Randriamandranto a réuni hier les représentants des opérateurs du secteur tourisme à l'hôtel Le Fred de Faravohitra. Ces opérateurs ont manifesté leurs préoccupations par rapport à la résurgence de la pandémie et ses conséquences sur le tourisme et l'économie en général. Alors que Madagascar a rouvert ses frontières, les acteurs du secteur déplorent que la relance attendue ne

soit pas au rendez-vous et craignent de ne pas pouvoir s'acquitter de leurs engagements financiers.

Le ministre Joël Randriamandranto leur a annoncé de nombreuses mesures d'accompagnement du secteur touristique prises par l'Etat, notamment sur le plan financier, pour ne citer que l'octroi d'un délai de 2 ans pour s'acquitter de leurs impôts ou encore

le lancement par la CNaPS d'un système de prêt à taux zéro au profit de leurs employés.

Le ministre a toutefois rejeté l'idée d'un éventuel octroi de subvention par l'Etat malgache, « qui relève de l'impossible », selon ses propos. En revanche, il a assuré que le gouvernement dispose de stratégies de relance, lesquelles devraient être bientôt mises en œuvre.

Ministère de la Pêche : quatre organismes rattachés dissouts

ARH. | LES NOUVELLES | 14 JANVIER 2022

Le conseil des ministres de mercredi a décidé de dissoudre quatre organismes rattachés au ministère de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB). Les quatre organismes en question sont le Centre d'étude et de développement de la pêche, l'Unité de recherche langoustière, l'Unité de la statistique thonière d'Antsiranana et l'Observatoire économique de la pêche et de l'aquaculture.

Ceux-ci pourront bien devenir des «directions» au sein du ministère. «Il est tout à fait possible de mettre en place des directions pour s'occuper du travail de ces orga-



nismes rattachés», précise-t-on dans le compte rendu de ce conseil des ministres.

Cette dissolution porte ainsi à cinq le nombre d'organismes rattachés restants

au sein du MPEB. Il s'agit de l'Autorité sanitaire halieutique, le Centre de surveillance de pêche, l'Agence malgache de la pêche et de l'aquaculture, le Centre de développement de l'aquaculture et enfin le Centre de distribution des produits halieutiques de Mahajanga.

Niveau général des prix : Une évolution inquiétante, le DG de l'Instat rassure

ANTSARA R. | MIDI MADAGASIKARA | 14 JANVIER 2022

Depuis plusieurs mois, les changements de prix en seulement quelques jours peuvent être vertigineux. Les petites et moyennes entreprises évoquent un problème de visibilité, par rapport à leurs coûts de production.

Les prix sont loin d'être stables. Alors que les prix de certains produits - à l'exemple des matériaux de construction - connaissent des hausses allant jusqu'à plus de 70%, par rapport à ceux d'avant la crise liée à la Covid-19, les prix des produits de première nécessité (PPN) évoluent moins vite. Néanmoins, les indicateurs officiels confirment que l'économie malgache connaît actuellement une inflation ouverte. « En glissement annuel, le taux d'inflation en 2021 se situe entre 6 et 7%. Ce taux a pu être déterminé par une enquête sur 150 types de produits auprès de 1 000 magasins dans les 23 régions, en fonction des informations disponibles. Les produits pharmaceutiques ont connu la plus forte augmentation avec un taux de 9,2%. Viennent ensuite les PPN à 9%, puis les produits agroalimentaires à 8% », a indiqué Isaorana Zefania, Directeur général de l'Instat (Institut nationale de

la statistique), dans une interview publiée par la Dépêche Taratra. S'appuyant sur ces indicateurs, le DG de l'Instat soutient que l'inflation reste encore maîtrisée. De leur côté, les commerçants, que nous avons questionnés, évoquent une évolution inquiétante d'une inflation par l'offre. D'après leurs explications, la dépréciation de l'ariary, ainsi que la hausse des coûts à l'importation favorisent considérablement l'augmentation des prix, car le marché reste dominé par les produits importés.

Bombe à retardement. Certes, les prix à la consommation ont connu des hausses significatives durant les deux dernières années, à cause de l'instabilité générée par la crise sanitaire. Si l'on observe par type, les produits importés notamment certaines catégories de matières premières, les produits de consommation intermédiaire, les biens d'investissement et les biens d'équipement sont ceux qui connaissent les plus fortes augmentations de prix. En effet, les prix à la production affichent des hausses beaucoup plus importantes que ceux à la consommation. Ce cercle vicieux

pourrait-il conduire l'économie malgache à l'hyperinflation ? La réponse devrait être connue vers le second semestre de cette année. Il faut noter que certaines mesures interventionnistes ont déjà été mises en œuvre par l'Etat et ont eu des impacts positifs sur le marché, si l'on ne cite que l'importation massive de PPN par la société SPM (State Procurement of Madagascar). Cependant, ces mesures ne touchent que quelques catégories de produits. Pour les autres, en renforçant les contrôles et en imposant les prix du marché, l'Etat favorise l'accumulation d'un manque à gagner au niveau des opérateurs économiques, à l'image d'une grande quantité d'eau stockée à l'aide d'un barrage hydraulique. Selon les monétaristes, ce barrage ne peut être maintenu indéfiniment, alors que plus il accumule « de l'eau », son inévitable rupture sera dévastatrice. En outre, la grande différence d'évolution de prix - suivant les secteurs d'activité - lèse davantage les acteurs défavorisés par cette évolution.

Pisciculture : Une filière en quête de succès

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 JANVIER 2022

Face à l'exploitation sans limites des ressources halieutiques, la pisciculture constitue un salut pour préserver la production. Mais c'est une filière qui reste à l'état embryonnaire.

Constat est fait ces dernières années d'une baisse sensible des produits de la pêche tant au niveau régional que national. Une nouvelle donne qui devrait booster le secteur de la pisciculture. Mais le pays est encore loin d'avoir acté l'émergence de cette filière pourtant présentée comme l'une des activités phares de ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie bleue.

La pisciculture est vue depuis des années comme particulièrement prometteuse du fait de son potentiel pour accroître la rentrée de devises grâce aux exportations, ainsi que pour sa participation à l'amélioration des revenus des paysans. Sans oublier l'apport en poissons pour le marché local et à l'emploi qu'elle génère.

Dans le cadre de l'appui aux petites et micro-entreprises, de nombreuses études et autres ateliers ont été initiés. Les rencontres et les réflexions sont souvent axées sur les perspectives, les problèmes ainsi que les recommandations des professionnels de la filière. Les conditions tels que l'impact environnemental immédiat et à long terme, les conditions nécessaires pour la bonne gestion d'un établissement opérant dans ce domaine ou encore les diverses démarches administratives à suivre pour pouvoir exercer ont été partagées, discutées et approfondies.

Les analystes s'accordent à dire que le marché est encore vaste et très ouvert. Selon les enquêtes menées par la FAO, un gap de production de l'ordre de près de 60 000 tonnes est estimé en vue de satisfaire tout juste la demande locale. La pisciculture

présente en outre des avantages très pratiques. Citons parmi ceux-ci le besoin d'un minimum d'espace, la possibilité d'accroître rapidement la production et l'opportunité d'élever plusieurs espèces en même temps.

Les poissons les plus prisés sont la carpe (*Cyprinus carpio*) de variété royale. Ils ont une croissance rapide et une adaptation facile au biotope rizière. Et très appréciés des consommateurs. Viennent ensuite le cyprin doré ou « trondrogasy » (*Carassius auratus*) et le tilapia. Ce dernier qui est devenu dans d'autres pays, notamment d'Asie, un produit d'exportation de premier ordre, rivalisant avec les matières premières agricoles, les produits miniers et manufacturiers.

Des obstacles surmontables

Selon les experts, trois points doivent être pris en compte pour que les activités puissent se développer rapidement. En premier lieu, le coût élevé des matériels comme les filets spéciaux qui à la fois combinent praticité et solidité. Ensuite, il y a les tracasseries liées à la régularisation des papiers administratifs. Nombreux se plaignent de la durée d'attente trop longue avant l'obtention des papiers autorisant une exploitation légale d'une ferme de pisciculture. En somme, des obstacles qui peuvent très bien être surmontés.

Malgré la mise en place de la Stratégie Nationale pour le développement de la filière, il y a maintenant plus de 10 ans, la pisciculture n'a pas encore pris réellement son envol. Les zones où les projets qui ont véritablement réussi sont encore peu nombreuses. On citera, à titre d'exemples, Ambato-lampy, Manambato et Itasy. Ce qui ralentirait la croissance de la filière serait

aussi, selon les acteurs mêmes de la filière, le manque de savoir faire et de moyens.

Partant de ces constats, des initiatives d'accompagnement des pisciculteurs tendent à se multiplier, à l'instar du Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles (AROPA). Ce dernier s'emploie depuis quelques années à renforcer les organisations professionnelles et à faciliter leurs accès à des équipements et du matériel de production de qualité. L'intervention du projet a contribué à une amélioration des revenus et à une réduction sensible de la vulnérabilité des producteurs, notamment les plus pauvres.

Notons aussi l'opération de multiplication des Ecloseries Paysannes de Formation (EFP). Dans la partie est du pays, ces structures sont implantées afin que les groupes de pisciculteurs accompagnés par le projet puissent se former ensemble aux techniques de production d'alevins. « Ce sont des espaces de dialogue et d'échange, visant à favoriser le partage de savoir-faire et de connaissances entre pisciculteurs expérimentés et débutants. Ce sont aussi des lieux d'expérimentation et d'innovation, en collaboration avec les techniciens du projet et la station piscicole d'Ivoloina », a-t-on indiqué.

Du côté du ministère en charge de la Pêche et de l'Economie bleue, on soutient aussi que la priorité est à l'écoute, à la formation et à la sensibilisation. Force est en effet de remarquer que le ministre de tutelle, le Dr Mahatante Tsimanaoraty Paubert, a effectué de nombreux déplacements sur le terrain afin de constater de visu les problèmes rencontrés par les pisciculteurs et d'apporter de manière proactive les solutions adaptées.

JIRAMA : Les délestages tournants se poursuivent

C. R. | MALAZA | 14 JANVIER 2022

“Le gap de production persiste depuis l'incendie de la centrale d'Andekaleka. Les délestages tournants dans la capitale et ses environs se poursuivent », a confirmé la JIRAMA, dimanche. Leur durée dépend toutefois de l'évolution de la production d'électricité. Les hôpitaux et les CTC sont équipés de groupes électrogènes pour assurer le besoin continu



en électricité des concentrateurs d'oxygène.

De nombreux PME, comme les salons

de coiffure, cybercafés, restaurateurs... continuent de clamer que ces délestages répétitifs nuisent à leurs activités. La plupart des grandes entreprises disposent de groupes électrogènes mais supportent des dépenses supplémentaires en carburant.

La JIRAMA réitère ses excuses pour le désagrément causé par ces délestages tout en précisant que des difficultés d'approvisionnement en eau pourraient également se produire.

Produits de première nécessité : Les prix au détail hors de contrôle

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 14 JANVIER 2022

Maîtrisé. C'est de cette manière que certains observateurs décrivent l'état des lieux en ce qui concerne le coût de la vie en général. Un constat qui a provoqué dernièrement un tollé général sur les réseaux sociaux, et en particulier chez les ménages les plus démunis. En effet, le prix du ciment durcit, celui de la bougie s'essouffle, celui de la cigarette s'enfume. Pour le riz, c'est cuit. Les tarifs au détail s'envolent malgré les contrôles. Le prix du savon n'a pas non plus échappé à cette inflation galopante, avec une hausse généralisée de 100 ariary par pièce. Effectivement, un morceau de savon coûte actuellement à partir de 300 ariary contre 200 ariary auparavant. Et le sucre et la farine suivent aussi cette tendance à la hausse, quoiqu'à un degré moindre. Cependant, ce n'est pas seulement sur les étals de détails que les prix s'envolent. Face à cette situation, les buvettes et les gargotiers ont décidé de revoir à la hausse leurs tarifs moyens. Questionné sur cette légère hausse des prix, un commerçant avance n'avoir aucune explication par rapport à cette situation. « Nous sommes contraints d'augmenter les prix car ceux fixés auprès des ravitailleurs augmentent. On sait juste qu'en cette période, la hausse de prix du riz est liée à une baisse progressive des stocks disponibles dans les zones de production ».

Tout est cher

D'un autre côté, au sujet des domaines qui sont les plus impactés par l'inflation, la plupart des gens avancent que ce sont en général les denrées alimentaires ou encore les sources d'énergie ou encore le



loyer qui sont les premiers concernés par la cherté de la vie. Bref, que dire sinon que les Tananariens ont une vision fortement arrêtée à propos de la cherté de la vie à Madagascar. Outre l'alimentation, les PPN, le loyer, en passant par l'essence, le gazoil et les transports en commun, tout est très cher avec une perception globale qui laisse perplexe. Un point de vue sur l'inflation que la plupart des malagasy partage malgré l'insistance des responsables sur les contrôles de prix effectués sur les marchés pour tenter d'endiguer le phénomène de spéculation.

Effectivement, la crise sanitaire a entraîné à Madagascar, comme dans tous les pays, une crise économique. Les producteurs, importateurs et détaillants tentent d'en-

diguer ce phénomène en augmentant les prix. D'ailleurs, des relevés de prix sont effectués fréquemment sur les marchés de la Capitale, sachant que des fois, les hausses de prix sur certaines denrées sont le résultat d'une spéculation abusive de certains détaillants. En réponse à ces pratiques de hausse de prix injustifiée du riz, les autorités doivent renforcer les contrôles au niveau des marchés, notamment à travers les descentes que leurs équipes mènent sur le terrain, en rappelant dans un premier temps les textes qui régissent le commerce et en prenant, dans un deuxième temps, des mesures adéquates face aux irrégularités constatées, à l'instar des sanctions ou des rappels à l'ordre selon le niveau des délits.

Téléphone mobile : Des anciens modèles BlackBerry ont cessé de fonctionner

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 14 JANVIER 2022

Des téléphones portables munis d'un clavier physique. C'est ce qui marque les modèles de BlackBerry, qui ne sont plus fonctionnels. Le pionnier canadien des smartphones, dont l'appareil vedette fut un temps jugé si incontournable et addictif, tourne la page. La marque a décidé d'arrêter les mises à jour de son système d'exploitation OS dont sont équipés les appareils vendus jusqu'en 2013. « Les systèmes anciens pour BlackBerry 7.1 OS et

les versions antérieures, le logiciel BlackBerry 10 ainsi que BlackBerry Playbook OS 2.1 et les versions antérieures ne seront plus disponibles après le 4 janvier 2022 », avait annoncé l'entreprise le mois dernier sur son site internet. D'après les explications, les appareils utilisant ces services et logiciels anciens, via leur fournisseur ou leur connexion Wi-Fi, ne fonctionneront plus de manière fiable. Toutefois, les appareils utilisant le système d'exploitation Android

de Google, notamment le BlackBerry KEY2 sorti en 2018 et conçu par le groupe chinois TCL, ne seront pas affectés par ces changements. Selon les responsables de la marque, cette décision marque la fin d'une ère de la téléphonie mobile, qui a connu son apogée à la fin des années 2000, période à laquelle les BlackBerry ont rencontré un grand succès commercial, notamment auprès des professionnels.